

Syndicat des Transports d'Ile-de-France

Délibération n° 2006/1102

Séance du 22 novembre 2006

AVANT-PROJET D'AMENAGEMENT DU GRAND PÔLE INTERMODAL DE NOISY LE GRAND MONT D'EST



Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France,
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France,
- VU** le décret n°75-470 du 4 juin 1975 portant approbation du cahier des charges de la régie des transports parisiens, en application de l'article 13 du décret n°59-1091 du 23 septembre 1959 modifié portant statut de la Régie autonome des transports parisiens,
- VU** le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France,
- VU** le contrat de Plan Etat- Région 2000-2006, signé le 18 mai 2000,
- VU** le rapport n° 2006/1102 ;
- VU** l'avis de la commission des investissements et du suivi du contrat de plan du 20 novembre 2006 et de la commission de la démocratisation du 20 novembre 2006;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : l'avant-projet relatif à l'aménagement du grand pôle intermodal de Noisy-le-Grand Mont d'Est, annexé à la présente délibération, est approuvé pour un montant de 31,137 M€ aux conditions économiques de janvier 2006.

ARTICLE 2 : la RATP est maître d'ouvrage des travaux de création de la dalle de couverture des voies du RER A, des nouveaux accès au RER et de la nouvelle gare routière, ainsi que de la réhabilitation de la salle des billets existante. La ville de Noisy-le-Grand est maître d'ouvrage des aménagements des abords de la nouvelle gare routière et de la réhabilitation des accès existants et du jalonnement autour de la gare existante.

La RATP est désignée maître d'ouvrage coordinateur du projet.

ARTICLE 3 : les maîtres d'ouvrage sont invités à engager les travaux, dans le respect des dispositions réglementaires, dans les meilleurs délais pour permettre une mise en service au cours du premier semestre 2010.

ARTICLE 4 : le régime domanial des biens correspondants est fixé conformément à l'article 6-1, alinéa 3 du cahier des charges de la RATP, approuvé par décret du 4 juin 1975 de la manière suivante :

- les biens construits qui sont affectés aux services de transports publics et qui font l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public font partie du domaine public du syndicat des transports d'Ile-de-France ;

- les biens sont affectés aux exploitations de la RATP dans les conditions de son article 6-2 de son cahier des charges, approuvé par décret du 4 juin 1975 et, en cas de désaffectation ultérieure des dits biens, le produit de la vente est versé à un compte de réemploi utilisé pour l'acquisition ou la construction d'immeubles nécessaires à l'exploitation.

Les actes de propriété seront établis par la directrice générale du STIF, en collaboration avec la RATP.

La directrice générale est habilitée à signer les actes correspondants ainsi que les conventions de transfert ou de superposition de gestion nécessaires avec les propriétaires ou les gestionnaires des domaines concernés par ce projet de transport.

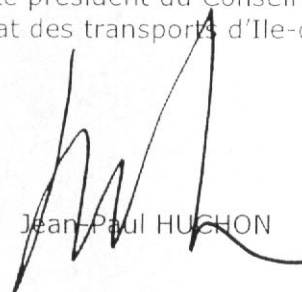
La directrice est habilitée à approuver le relevé des parcelles et biens concernés par l'avant-projet et à prononcer le classement dans le domaine public du STIF par un acte qui sera publié.

ARTICLE 5 : la convention de financement, avec l'État, la Région Ile-de-France, le Conseil Général de Seine-Saint-Denis, la Ville de Noisy-le-Grand, la RATP et le STIF, annexée à la présente délibération, est approuvée.

ARTICLE 6 : la directrice générale du STIF est habilitée à signer ladite convention.

ARTICLE 7 : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le président du Conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France



Jean-Paul HUGHON